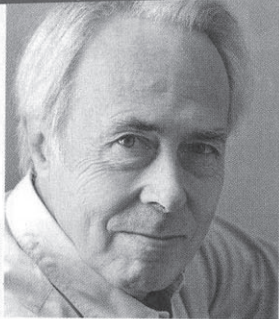


Oui, un capitalisme à visage humain, c'est possible !



hannah.assouline

L'homme n'a pas t un animal économ

Dans son manifeste du convivialisme*, Alain Caillé dénonce la primauté donnée à l'intérêt individuel dans l'analyse des relations humaines. Il rappelle qu'avant d'être « Homo oeconomicus », l'homme est « Homo donator ».

Né en 1944, Alain Caillé est docteur en économie et en sociologie, il enseigne à Paris-X Nanterre. Ancien assistant de Claude Lefort, il est le cofondateur de la *Revue du Mauss* (Mouvement antiutilitariste dans les sciences sociales), désormais publiée de façon semestrielle à La Découverte. Contre l'hégémonie du modèle économique dans les sciences sociales, la revue réactive des pensées comme celle de Marcel Mauss (*Essai sur le don*, 1925) qui sous les relations humaines révèle d'autres logiques à l'œuvre que celles du calcul intéressé. Le dernier livre d'Alain Caillé vient de paraître aux éditions Le Bord de l'eau : *Pour un manifeste du convivialisme*.

Marianne : Depuis trente ans, vous réfléchissez à la manière d'échapper

à la vision de l'homme comme d'un simple *Homo oeconomicus*, née avec Adam Smith et acceptée aujourd'hui de la droite libérale à la gauche néomarxiste type Bourdieu. Serait-il possible de préciser vers quel type de fonctionnement social nous pourrions dans ce cas nous diriger ?

Alain Caillé : Un petit mot sur l'histoire du Mauss, le courant d'idées auquel j'appartiens et qui s'oppose à l'invasion générale de la logique marchande. La revue se crée en 1981, en constatant une contre-révolution surprenante : depuis la fin des années 60, la science économique a redéfini son champ et se présente comme la science sociale générale. Curieusement, la philosophie politique et les sciences sociales lui ont largement emboîté le pas pour devenir de plus en plus économicistes. Cette révolution dans la division du

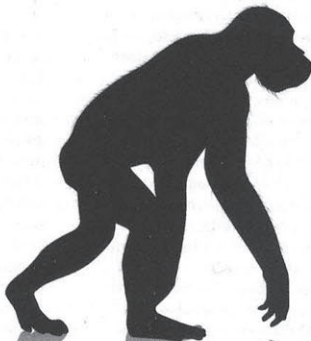
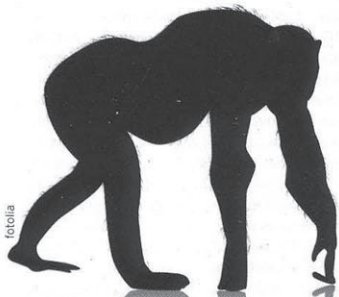


foto1a

oujours été ique

PAR ALAIN CAILLÉ

> Ce sociologue qui s'affranchit de l'orthodoxie

travail intellectuel a précédé la globalisation d'au moins dix ans. Elle aboutit ensuite dans les années 1990 et 2000 à une imposition de la régulation marchande et financière à tous les secteurs d'activité. Nous avons créé la revue *Mauss* pour résister à cette dérive. Quelles ressources théoriques lui opposer ? Toute l'histoire de la philosophie, de la littérature, et toute notre expérience concrète nous disent que l'homme ne fonctionne pas seulement selon une logique de l'intérêt individuel. Mais, en même temps, ces leçons sont éparées et ne nous disent rien sur l'organisation politique et sociale souhaitable du monde réel. Il faut donc trouver les moyens de traduire ces intuitions très variées en un discours aussi partageable que celui de la science économique généralisée, désormais hégémonique. En lisant Karl Polanyi [historien de l'économie hon-

grois, 1886-1964] et Marcel Mauss [père de l'anthropologie française, 1872-1950, auteur d'Essai sur le don], nos deux grands penseurs de référence, on comprend que l'homme n'a pas toujours été un squelette de calculs intéressés, un animal économique. Qu'était-il donc avant ? Les sociétés premières reposent sur ce que Mauss appelle la triple obligation de donner, recevoir et rendre. Sur l'échange symbolique, le don et le contre-don. Avant d'être *Homo oeconomicus*, l'homme est *Homo donator*, soumis à la contrainte de rivaliser par le don avec ses semblables. Voilà qui nous permet de penser des alternatives, anthropologiquement plausibles.

Qu'est-ce qui, dans le tableau social actuel, vous conforte dans la conviction que cette apparente règle anthropologique n'est

pas indépassable ? Pensez-vous réellement que de la pénurie et de la frustration peut résulter finalement une situation de bien-être ?

A.C. : Dit comme ça, il n'y a pas d'issue. Comprenons, au contraire, que le seul pari possible désormais est de redéfinir une espérance politique et idéaliste qui ne soit pas indissolublement liée à la perspective d'une croissance indéfinie. L'image de la récente primaire du PS est spectaculaire. Pas un mot sur le fonctionnement de la société ! La seule discussion, exclusivement centrée sur l'économie, portait sur le point de savoir si on devait aller vers 0 % de déficit public ! Ce discours-là n'est pas à la hauteur des problèmes des sociétés actuelles. Nous vivons encore sur les grandes idéologies héritées du XIX^e siècle, dépassées en ceci qu'elles reposent sur l'idée que la condition >



Ce sociologue qui s'affranchit de l'orthodoxie

➤ fondamentale de résolution des conflits entre les hommes est la croissance. Or ce n'est pas vrai.

La croissance a tout de même contribué à plus de paix...

A.C. : Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'adhésion à la démocratie a en effet reposé très largement sur une forte croissance. Mais on voit bien que, en Europe et aux États-Unis, le taux de croissance chute régulièrement depuis quasiment une trentaine d'années : on était à 5 % dans les années 50-60, on est passé à 4, puis à 2, puis à 1, etc. Et elle a procédé pour l'essentiel de la spéculation financière et immobilière et a servi avant tout à l'enrichissement d'une petite élite très particulière. La croissance n'étant plus suffisante, on l'a relancée artificiellement avec des opérations spéculatives comme les *subprimes*, en établissant le rendement de 15 % comme une nouvelle loi de l'économie.

Pouvez-vous prendre quelques exemples où vous voyez émerger une autre logique que celle de l'intérêt ?

A.C. : Mauss et Lévi-Strauss citent souvent des exemples de subsistance de cette vieille logique du don dans nos sociétés. Mauss parle ainsi des assurances sociales. Mais il subsiste bien plus que cela. Nous passons en permanence de la « socialité primaire » – l'amour, la camaraderie, la famille – à la « socialité secondaire » – le monde impersonnel de l'entreprise, de l'administration. Dans cet univers-là, les relations entre les personnes sont subordonnées à des considérations d'efficacité et non de personnalité. En revanche, dans la société primaire, la personnalité importe plus que l'efficacité fonctionnelle. La famille, par exemple, persiste aussi longtemps que la personnalité des personnes importe plus que leur efficacité fonctionnelle. Or, notre hypothèse est que cet univers, immense, de la socialité primaire est encore régi par le don, et qu'il pénètre la socialité secondaire...

Comment échapper au soupçon de primitivisme, quand on se réfère ainsi aux systèmes don/contre-don des sociétés traditionnelles ? Il est tout de même difficile d'organiser

d'immenses sociétés démocratiques complexes comme les nôtres sur le modèle des échanges d'un village...

A.C. : Les dirigeants d'entreprise s'imaginent que c'est grâce à leur modèle de gestion que les choses marchent, alors qu'en réalité leurs organisations fonctionnent d'abord parce qu'il existe des logiques de dons entre salariés. Si on n'est pas en bons termes avec les autres, personne ne

L'organisation des entreprises fonctionne d'abord parce qu'il existe des logiques de dons entre salariés.

vous communiquera l'information qui vous concerne, donc rien ne marchera. *Idem* en sport. Généralisons : le politique est simplement le don à l'échelle de la communauté dans son ensemble (« *Se donner à tous sans se donner à personne* », disait Rousseau). Comprenons que l'évolution économique que nous avons connue n'est pas endogène mais résulte elle-même d'un choix politique. Ce rôle matriciel du politique, on le voit avec une clarté aveuglante dans le cas de la Chine, basculant en quelques années d'un discours radicalement anticapitaliste à un discours radicalement marchand.

Il y a peu, plusieurs milliardaires américains comme Warren Buffett ont demandé à être davantage imposés. Un autre événement a fait beaucoup de bruit il y a quelques semaines sur le Web : une petite fille chinoise a été écrasée, et les gens qui marchaient dans la rue se sont contentés de contourner son corps. D'un côté, il y a Warren Buffett et, de l'autre, la petite fille chinoise... C'est le même monde ?

A.C. : Il n'y a pas de réponse générale à la question que vous posez. Selon les êtres humains, les conjonctures et les cultures, il existe des combinaisons différentes des quatre composantes de l'action identifiées par Mauss : intérêt pour soi, intérêt pour autrui (empathie), obligation morale et liberté-créativité. Nos sociétés ne sont pas entièrement régies par l'intérêt. A cet égard, il n'y a pas eu de mutation anthropologique à mes yeux, mais plutôt des mutations

idéologiques qui ont entraîné des choix politiques.

Mais alors, comment réinjecter du don, de l'humain dans l'économie de marché actuelle ?

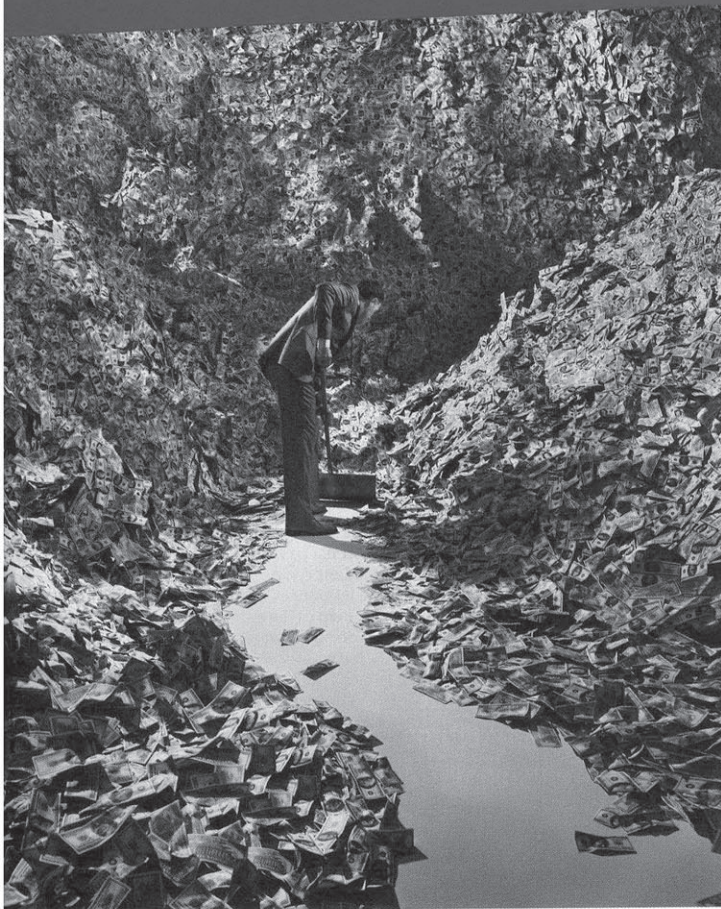
A.C. : D'abord, sur un plan très général, en affirmant un principe de commune humanité et de commune socialité à l'échelle mondiale. Dont la traduction concrète passe au premier chef par la lutte contre les inégalités, et notamment contre les inégalités exponentielles. Obscènes. Dans les années 70, les 100 patrons américains les mieux payés gagnaient 40 fois le salaire de leurs employés. Dans les années 2000, on est passé à 1 000 fois. Selon les critères actuels, les États-Unis étaient quasiment un pays communiste en 1970 !

Symétriquement, il faut interdire l'abjection de la misère. On peut discuter du comment et à quelle échelle. Mais celle d'un revenu maximum et la fixation d'un salaire minimum me paraissent être deux impératifs catégoriques, comme je le développe dans mon nouveau livre, *Pour un manifeste du convivialisme*. Il faut reconnaître que nous vivons dans une société qui ne sera pas vouée à des taux de croissance infinis mais qui pourra en être d'autant plus heureuse, comme le disait Stuart Mill, parce que la vie s'y organisera autrement. Mais cela n'est envisageable que sur des bases infiniment plus égales et équitables

Il nous faut redéfinir une espérance politique qui ne soit pas liée à la perspective d'une croissance indéfinie.

qu'aujourd'hui. A cela, j'ajoute qu'il faudra nécessairement en passer par le développement systématique d'une société civile associationniste. Et là on rejoint la tradition du socialisme français non marxiste, Pierre Leroux, etc., et ce n'est pas une mince affaire que de développer cette sphère associationniste non instrumentalisée, non inféodée au secteur privé ou à l'État.

Ce type de revendication concernant les bornes du revenu doit-il s'exprimer à l'échelon national, continental ou



Philippe Lefebvre / trunk archive

universel ? Pourquoi l'idée d'un Smic européen n'a-t-elle jamais abouti ? Parce qu'il y a d'énormes écarts à l'intérieur même de l'Union... ?

A.C. : Il y a en effet 36 000 difficultés d'application, mais je n'ai aucun doute sur le principe lui-même. Ça me paraît la seule voie à suivre. Pourquoi est-ce compliqué à appliquer ? Parce que cette mesure est effectivement totalement tributaire de la définition des communautés politiques pertinentes. Or, il me semble que chaque communauté spécifique, chaque Etat-nation si on veut, se définira précisément au premier chef par le niveau de revenu minimum qu'elle peut donner et de revenu maximum qu'elle peut accepter.

La déconnexion existant entre le revenu minimum et le travail est gênante

aux yeux de certains. Considérez-vous que, malgré tout, le travail a une dimension d'émancipation en fonction de laquelle il faut penser l'assistance ?

A.C. : Assez largement. Polanyi avait d'ailleurs très bien vu que le revenu minimum de 1834 avait ruiné toute l'agriculture anglaise. Je ne pense pas que le revenu minimum soit nécessairement désincitatif au travail. C'est comme en médecine, tout est affaire de dosage et de seuil. Mais qu'est-ce qui bloque ? Je me suis pas mal battu à une époque pour cette affaire de revenu minimum, puis j'ai cessé de m'y intéresser parce que le débat n'avancait pas. J'ai été notamment surpris des réactions provoquées par la publication d'une version réduite du rapport Belorgey [du nom du promoteur d'une jurisprudence généreuse pour les allocataires du RMI, Jean-Michel

Belorgey] sur un projet de refondation de la protection sociale qui avait fait consensus au Commissariat au Plan et au-delà. Un bide phénoménal ! Ma conclusion, c'est que cette affaire de revenu minimum remettait en cause les rapports entre hommes et femmes, reposant sur la norme voulant que seul l'homme occupe un poste à temps plein ; et puis, deuxièmement, il y a le non-dit des ghettos postcoloniaux, postémigration, etc. Il existe dans la société une peur panique de donner un revenu minimum dans ces zones ghettoisées, la crainte que ça produise un monde à part. De toute façon, l'un des problèmes majeurs de la société française est son rapport à ses enfants d'immigrés, et personne n'ose l'affronter véritablement. La sortie de films sur les ratonnades du 17 octobre 1961, par exemple, est plutôt saine, car, aussi longtemps que la France ne regardera pas en face son passé colonial, elle aura un mal de chien à sortir de ces problèmes-là.

Pour finir, on se souvient du courant Socialisme ou barbarie dans les années 70. Aujourd'hui, on voit bien que la barbarie est toujours possible... Mais on a le sentiment que le socialisme, non. C'est ça, votre tentative : trouver finalement ce qui pourrait remplacer « socialisme » dans l'alternative avec la « barbarie » ?

A.C. : Je m'en souviens d'autant mieux que j'ai été l'assistant de Claude Lefort [philosophe français, membre de Socialisme ou barbarie, 1924-2010]. Aujourd'hui, je dirais que l'alternative, c'est : convivialisme ou barbarisme. Nous avons choisi ce mot dans un colloque à Tokyo sur la notion de convivialité autour d'Ivan Illich. Je ne l'aime pas vraiment, parce qu'il peut sembler naïf, du genre : « Et si tous les gars du monde... », etc. Mais, en même temps, concrètement, il dit bien la question centrale. Comment vivre ensemble ? Si l'on veut le formuler d'une manière un peu plus dynamique, je dirais : comment les hommes parviendront-ils à vivre ensemble en s'opposant sans se massacrer, même s'ils doivent abandonner le rêve d'un enrichissement matériel ininterrompu ? ■ **Propos recueillis par Philippe Cohen et Aude Lancelin**
* Pour un manifeste du convivialisme, éditions Le bord de l'eau